

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 124 - 2023  
DE LA COMMUNE DE MONTREVEL-EN-BRESSE**

**Arrêté d'autorisation temporaire réglementant  
l'occupation du domaine public – Rue de la gare –  
SCI HPP Pochon**

Le Maire de la Commune de Montrevel-en-Bresse,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée par plusieurs textes et notamment par la loi 96-142 du 21 février 1996 relative à la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales qui traite des droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213-1 à L2213-6 qui définissent les pouvoirs de police du maire dans l'agglomération pour toutes les catégories de voies,

VU le Code de la route et notamment l'article R110-1 qui régit l'usage des voies ouvertes à la circulation publique, les articles R411-1 à R411-8 définissant les pouvoirs généraux de police sur les voies ouvertes à la circulation publiques autres que les autoroutes, et les articles R411-25 à R411-28 qui traitent du respect de la signalisation routière,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière modifiée qui fixe les règles d'utilisation et d'implantation de la signalisation routière et notamment la 1ère partie (généralités - arrêté du 7 juin 1977) et la 8ème partie (signalisation temporaire - arrêté du 6 novembre 1992 modifié),

VU la demande en date du 31 août 2023 de la société SCI HPP Pochon, 4 Grande Rue 01340 Montrevel-en-Bresse, représentée par M. Henri-Pierre POCHON, à effet d'obtenir l'autorisation d'occuper temporairement le domaine public, aux fins :

- d'effectuer des travaux de branchement des eaux pluviales, sur le trottoir de la rue de la Gare, à Montrevel-en-Bresse, du 31/08/23 au 01/09/23

**Considérant**, d'une part, que la demande d'occupation temporaire de la voie publique revêt un caractère exceptionnel, et qu'elle apparaît justifiée au regard du but poursuivi,

**Considérant**, d'autre part, qu'il importe de prendre toutes dispositions afin de garantir la sécurité des usagers pendant le chantier,

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : La SCI HPP Pochon est autorisée à occuper le domaine public, sur le trottoir de la rue de la Gare, à Montrevel-en-Bresse 01340, pour effectuer des travaux de branchement des eaux pluviales.

**Article 2** : Le stationnement de tout autre dispositif sera interdit.

**Article 3** : Les dispositions définies par les articles 1<sup>er</sup> et 2 prendront effet du **31 août 2023 au 1er septembre 2023**.

**Article 4** : Toutes dispositions seront prises, par l'entreprise, pour éviter les accidents et pour assurer la sécurité des usagers et des piétons.

**Article 5** : Une signalisation conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation sera fournie, mise en place et entretenue par la société SCI HPP Pochon, sous le contrôle des services techniques de la commune.

**Article 6** : Conformément à la délibération n°085-2018 signée par M. le Maire de Montrevel-en-Bresse, le pétitionnaire devra s'acquitter d'une redevance d'un montant qui sera établi en fonction des éléments suivants :

Toute autorisation de voirie	<b>19,50 € par unité</b>
Demande d'autorisation déposée moins de 72h ouvrées avant les travaux	<b>40,00 € par unité</b>
Occupation de la voie publique (échafaudage, etc...)	<b>0,90 € par mètre linéaire par jour</b>
Neutralisation de places de stationnement	<b>3,30 € par place par jour</b>

Les éléments nécessaires au calcul de la redevance feront l'objet d'un constat contradictoire, entre le bénéficiaire et les services techniques de la commune de Montrevel-en-Bresse, établi sur rendez-vous. **Le bénéficiaire prendra contact avec les services techniques de la commune (06 71 08 46 10) avant le début de l'occupation du domaine public.**

Le règlement du droit de place pour occupation du domaine public sera effectué auprès du Trésor Public après émission par les services de la commune d'un avis des sommes à payer transmis par le Trésor Public

**Article 7** : Le présent arrêté sera publié dans la commune de MONTREVEL-EN-BRESSE.

**Article 8** : Au terme de l'occupation, le pétitionnaire s'engage à remettre les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office à ses frais.

**Article 9** : L'autorisation accordée sera révocable à tout moment si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public ou de la circulation l'exige, ou si le pétitionnaire ne se conforme pas aux indications qui lui auront été imposées. La responsabilité civile et pénale du bénéficiaire pourra être engagée en cas d'accident ou de dégâts survenus du fait, ou à l'occasion de l'occupation des lieux.

**Article 10** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin - 69433 Lyon Cedex 03, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.

**Article 11** : Monsieur le Maire de la commune, Monsieur le Directeur Général des services de la commune et Monsieur le Chef de la Brigade de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 12** : Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- A Monsieur le Chef de la Brigade de Gendarmerie de Montrevel-en-Bresse,
- Aux services techniques de la commune de Montrevel-en-Bresse,
- A Mme Nadine RANSAY, ASVP,
- A M. POCHON de la société SCI HPP Pochon.

Montrevel-en-Bresse, le 21 décembre 2023

Le Maire, Jean-Yves BREVET


